



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 2024-418
Code AIOT : 0010001769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté 12, rue André Boulle 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre d'un exercice POI/PPI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- 12, rue André Boulle 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

Stockage de produits phytosanitaires.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI a permis de constater que le personnel connaît les actions réflexes à effectuer lors d'un tel événement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etablissement
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Constats : L'exploitant a établi un POI. Ce POI, dont la dernière mise à jour date du 08/01/2024, comporte l'ensemble des pièces requises. <u>Pas de non-respect constaté.</u>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Révision
Prescription contrôlée : Ce plan est également transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : Le POI a été actualisé le 08/01/2024 pour y intégrer l'obligation réglementaire d'appel à une société extérieure pour effectuer des prélèvements et analyses dans l'environnement en cas d'accident majeur. Ce plan mis à jour a été transmis aux services concernés. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
Prescription contrôlée : Des exercices sont réalisés au moins tous les ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.
Constats : Le présent exercice était conjoint avec l'exercice de mise en oeuvre du PPI. Le dernier exercice POI a eu lieu le 19 décembre 2023. L'inspection a été destinataire du compte-rendu. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I.

Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au plan particulier d'intervention (P.P.I.) défini par le préfet

Constats :

Lors de cet exercice , il a été constaté la mise en œuvre rapide par l'exploitant des actions suivantes:

- Mise en sécurité des installations;
- Evacuation du site;
- Transmission de l'état des stocks;
- Sollicitation du prestataire en charge des prélèvements environnementaux.

L'arrivée sur le site du prestataire en charge des prélèvements environnementaux moins de 2h après le début de l'exercice a pu être testée. Cet organisme a la possibilité d'avoir des résultats d'analyse pour 75% des polluants recherchés.

Il a été constaté la présence d'une toiture en fibrociment sur le bâtiment incriminé par l'incendie cependant, la liste des paramètres à rechercher lors des prélèvements immédiats effectués par le prestataire ne mentionne pas la recherche des fibres d'amiante.

Constat 1 : La liste des paramètres à rechercher lors des prélèvements immédiats pourrait utilement comporter la recherche de fibres d'amiante.

L'état des stocks transmis par l'exploitant comportait une liste importante de produits avec les quantités, les mentions de dangers et leurs localisation. Un état synthétique des quantités par rubrique ICPE a été transmis mais sans répartir les quantités par grande nature de dangers (toxique, inflammable, explosif, comburant, écotoxique, combustible etc...).

Constat 2 : Pour une première et meilleure exploitation de l'état des stocks, l'exploitant doit transmettre un état synthétique par grande nature de dangers (toxique, inflammable, explosif, comburant, écotoxique, combustible etc...)des produits stockés de manière à pouvoir répondre aux besoins d'information et de transmission en cas de sollicitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre aux constats ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois